**Projet de règlement grand-ducal
déterminant les catégories de projets d'infrastructure devant faire l'objet d'une
évaluation des incidences sur l'environnement**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 3 de la loi du [...] concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Travaux publics, de Notre Ministre de l'Environnement, de notre Ministre des Transports ainsi que de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons

Article 1^{er} Champs d'application

Le présent règlement concerne l'évaluation des incidences sur l'environnement naturel et humain des projets d'infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires.

Article 2 Définitions

Au sens du présent règlement on entend par:

- (1) «autoroutes»: des voies publiques répondant aux critères de définition afférents de la Convention sur la circulation routière, signée à Vienne, le 8 novembre 1968, et approuvée par la loi du 27 mai 1975 ;
- (2) «voies rapides»: des voies publiques répondant aux critères afférents de l'accord européen du 15 novembre 1975 sur les grandes routes de trafic international (accord AGR) ;
- (3) « zone protégée d'intérêt communautaire » : une zone telle que définie à l'article 34 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- (4) « réserve naturelle » : une zone telle que définie à l'article 40 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- (5) « zone de protection immédiate » : une zone telle que définie à l'article 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- (6) « zone de protection rapprochée » : une zone telle que définie à l'article 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- (7) « zone protégée d'importance communale » : une zone telle que définie aux articles 46 à 48 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- (8) « paysage protégé » : une partie du territoire telle que définie à l'article 40 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;
- (9) « zone de protection éloignée » : une zone telle que définie à l'article 44 de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau
- (10) « parc naturel » : une partie du territoire telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 10 août 1993 relative aux parcs naturels

(11) « zone d'habitation » : une zone telle que définie à l'article 11 du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune

(12) « zone mixte » : une zone telle que définie à l'article 12 du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune

(13) « voies pour le trafic ferroviaire à grande distance » : Voies de chemin de fer nouvelles s'insérant dans un axe de chemin de fer international qui fait partie des réseaux de transports transeuropéens

(14) « plateformes ferroviaires et intermodales et de terminaux intermodaux » : Plateforme multimodales, Pôle d'échange voyageurs, Terminal conteneurs, Plate-forme autoroute ferroviaire, Cour à marchandises, Gares routières près de gares ferroviaires, bâtiments voyageurs, aménagement de places de parcages.

Article 3 Projets soumis à une évaluation d'incidences

Les catégories de projets figurant à l'annexe I du présent règlement grand-ducal sont soumises à une évaluation d'incidences conformément à l'article 3 de la loi du [...] concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Une simple modification, même substantielle, d'un projet visé à l'annexe I, mais ne répondant pas aux critères y cités n'est pas soumis à une évaluation des incidences.

Article 4 Exécution

Les membres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Annexe I

Liste des projets visés à l'article 3

	catégorie de projet	à partir d'une longueur de (km)	localisation
1	nouvelle construction d'autoroute et de voie rapide	0	sans limitation
2	nouvelle construction ou déplacement d'une route à quatre voies ou plus	10	sans limitation
3	élargissement d'une route existante à deux voies pour en faire une route à quatre voies ou plus	10	sans limitation
4	nouvelle construction de routes ; élargissement d'une route existante équivalent à une augmentation de la largeur de l'assise routière de 50% ou plus et impliquant une augmentation de la capacité de trafic d'au moins 50 %	0 > 1 > 2,5 > 5	zone protégée d'intérêt communautaire ; réserve naturelle; zone de protection immédiate ou zone de protection rapprochée zone protégée d'importance communale paysage protégé; zone de protection éloignée fonds forestiers ; parcs naturels
5	nouvelle route ou partie de route avec un trafic prévisionnel sur la nouvelle route dépassant 5'000 véhicules par jour à l'horizon de la réalisation (horizon prévisionnel au minimum 5 ans)	> 1	à l'intérieur d'un tissu urbanisé composé principalement de zones d'habitation et de zones mixtes
6	élargissement d'une route ou partie d'une route avec un trafic prévisionnel sur la nouvelle route dépassant 10'000 véhicules par jour à l'horizon de la réalisation (horizon prévisionnel au minimum 5 ans)	> 2,5	à l'intérieur d'un tissu urbanisé composé principalement de zones d'habitation et de zones mixtes
7	Construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance	0	sans limitation
8	Construction de plateformes ferroviaires et intermodales et de terminaux intermodaux dont l'emprise au sol dépasse 5ha ou qui dispose de plus de 4000 emplacements pour véhicules motorisées	5ha/ 4000 emplacements	sans limitation
9	Tramways, métros aériens et souterrains, lignes suspendues ou lignes analogues de type particulier servant exclusivement ou principalement	5	sans limitation

	au transport des personnes d'une longueur continue d'au moins 5 km		
10	Construction d'aéroport dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur d'au moins 2'100 mètres	2,1	sans limitation
11	Construction d'un port avec un quai d'une longueur de plus de 500m	0,5	sans limitation

COMMENTAIRE DES ARTICLES

ad article 1^{er}

L'article 1^{er} définit l'objet du règlement grand-ducal.

ad article 2

Dans un souci de clarté, l'article liste les définitions des différents termes employés à l'annexe I.

ad article 3

L'article 3 renvoie à l'annexe I qui présente de façon synthétique et en fonction de critères de dimension (longueur, largeur et capacité) et de localisation du projet les catégories de projet soumises à la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement telle que prévue aux articles 4 à 11 de la loi du [...] concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires

ad annexe I

Le tableau formant l'annexe I définit, en fonction de catégories de projet, les seuils à partir desquels ces projets devront faire l'objet de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement telle que prévue aux articles 4 à 11 de la loi du [...] concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires.

Il reprend aux positions 1, 2, 3, 7 et 10 les seuils de dimension et les catégories de projet déterminés d'office par la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

En ce qui concerne les projets d'infrastructure de transport correspondant à d'autres catégories de projet que celles déterminées par la directive 97/11/CE ou dont les dimensions sont en-dessous des seuils fixés par la directive, l'annexe I introduit des catégories de projet et des seuils supplémentaires en fonction de leur localisation et de leurs dimensions.

Ainsi, une distinction est faite selon les statuts de protection, c'est-à-dire de la valeur et de la vulnérabilité des parties du territoire tels qu'ils découlent de la législation en matière d'environnement au sens large du terme (position 4 du tableau) et qui se traduit par des seuils de dimension différenciés à partir desquels les nouvelles routes et les élargissements de routes existantes devront faire l'objet de la procédure d'évaluation prémentionnée.

On entend par élargissement d'une route existante une augmentation tant de l'assise routière que de la capacité de trafic.

Par exemple, une route existante à deux voies à laquelle on ajoute une voie supplémentaire pour en faire une route de trois voies pour le trafic individuel tombe sous la catégorie de projet no 4 du tableau.

Par contre une route existante à deux voies à laquelle on ajoute une voie supplémentaire réservée aux bus ne tombe pas sous cette catégorie, alors que l'augmentation de la capacité de trafic (pour l'ensemble du trafic individuel et du trafic collectif) reste en dessous du seuil de 50 % de la capacité routière existante.

En outre l'annexe introduit deux catégories de projets routiers qui se trouvent à l'intérieur d'un tissu urbanisé et pour lesquels il est opportun, compte tenu de leur capacité de trafic et des nuisances qu'elles peuvent générer pour la population locale, de soumettre les projets à une évaluation des incidences sur l'environnement (positions 5 et 6 du tableau).

Le trafic prévisionnel est évalué moyennant un modèle de trafic et sur base d'un scénario de développement qui prend en compte une période d'au moins cinq ans.

Les projets repris aux positions 7. et 10. correspondent à ceux énumérés à l'annexe 1 de la directive 97/11/CE, c'est-à-dire les projets qui sont soumis d'office à une évaluation.